ENSEMBLE CONTRE LA CORRUPTION

ET LES AUTRES INFRACTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES EN TUNISIE

IDLO

Coopération Italienne au Développement
Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale

REMERCIEMENTS

Cette brochure a été préparée par Monsieur Armand Riberolles, consultant chargé de soutenir l'initiative de l'OIDD sur le renforcement des capacités en droit pénal économique et financier en Tunisie. L'OIDD remercie tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette brochure par leurs suggestions et commentaires constructifs, en particulier M. Brahim Bertégi pour son inestimable contribution

Le contenu de cette brochure s'inspire des travaux de la table ronde sur le renforcement de la capacité de la société civile à participer à la lutte contre les crimes économiques et financiers, organisée par l'OIDD les 18 et 19 juin 2014 à Tunis.

Le programme de renforcement des capacités en droit pénal économique et financier en Tunisie est financé par les fonds de la Coopération Italienne au Développement.

Photo de couverture: ©Flickr/See Wah Cheng

Copyright © 2014 Organisation internationale de droit du développement (OIDD). Tous droits réservés.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique de l'OIDD ou de ses parties membres.

Cette publication est protégée par des droits d'auteur. Elle peut néanmoins être reproduite gratuitement par quelque moyen que ce soit à des fins éducatives, sous réserve de faire mention de la source et d'obtenir l'autorisation officielle de l'OIDD. Toute autre utilisation que celle expressément mentionnée, ou toute reproduction dans d'autres publications, est soumise à l'obtention de l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits et pourra être octroyée moyennant rétribution. Toute demande de reproduction à des fins commerciales devra être adressée à l'Organisation internationale de droit du développement.

AVANT-PROPOS

La Révolution tunisienne a eu comme moteur principal l'aspiration à un développement équitable et la lutte contre la malversation financière dans ses diverses formes, eu égard à l'impact de ce phénomène sur la justice sociale qui ne peut se réaliser que dans le cadre de l'État de droit. Partant de cette évidence, les efforts de l'État tunisien se sont concentrés, tout au long de la période transitoire, sur la mise en place de nombreux mécanismes en vue d'asseoir une stratégie complète de lutte contre la corruption. Une telle stratégie comprend, notamment, le renforcement des moyens de prévention et de poursuite légales et le renforcement du niveau de conscience, de culture et de formation dans ce domaine, en plus de la coordination des efforts de toutes les parties prenantes nationales et les organisations internationales chargées de lutter contre la corruption et de la prévenir.

La lutte contre la corruption commence d'abord par la lutte contre l'infraction financière à travers des moyens et des mécanismes de contrôle et des lois prévoyant l'obligation de rendre compte. Il faut, par conséquent, œuvrer pour l'audit financier et administratif et la formation de cadres capables de maîtriser le phénomène de la corruption, d'agir rapidement à son sujet et de trouver les solutions adéquates pour l'arrêter.

Pour concrétiser ce choix national, le Ministère de la justice, des droits de l'homme et de la justice transitionnelle a eu à cœur de renforcer les capacités en matière de lutte contre la corruption et d'optimiser l'utilisation des techniques d'enquête et d'investigation dans les infractions économiques et financières, à travers la création du Pôle judiciaire financier, qui a reçu la mission d'instruire ce type d'infractions d'apparition récente et qui s'est propagé à travers le monde. Ces infractions sont de plus en plus complexes à cause du développement des outils de communication modernes, ce qui fait d'elles des infractions transnationales. De ce fait, il est impératif d'unifier les efforts de toutes les parties concernées, à savoir les composantes de la société civile et les organisations nationales et internationales, pour faire barrage efficacement à ce type d'atteintes graves aux deniers publics, atteintes qui altèrent directement les droits des citoyens.

Aussi, l'intérêt porté par l'Organisation internationale de droit du développement à ces questions et sa coopération à son sujet avec le Ministère de la justice, des droits de l'homme et de la justice transitionnelle sont-ils une réponse à un souci qui représente l'un des plus grands défis de la Tunisie moderne.

Monsieur Hafedh Ben Salah
Ministre de la justice, des droits de l'homme
et de la justice transitionnelle

«La corruption est un immense obstacle à la réalisation des droits de l'homme, en particulier les droits politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi que le droit au développement. Entre 2000 et 2009, les pays en développement ont perdu 8,44 milliards de dollars dans des flux financiers illicites, soit dix fois plus que le montant de l'aide publique au développement qu'ils ont perçu au cours de la même période.»

Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme – Navanethem Pillay (2008-2014)

©Flickr / See Wah Cheng

INTRODUCTION

Armand Riberolles
Magistrat honoraire

La Tunisie, comme de nombreux pays dans le monde, souffre d'une corruption endémique qui entrave le développement économique, entame la démocratie et compromet la justice sociale et l'état de droit.

Ces dérives, d'une ampleur inégalée sous le régime de la dictature, sapent la confiance des citoyens dans les institutions et le processus démocratique: elles nient la primauté du droit et sont une porte ouverte sur un univers où règnent l'arbitraire et l'incertain, sans droit ni justice.

Pour le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, la corruption tue, puisqu'elle détourne des fonds de projets humanitaires et de développement:

« La corruption est un immense obstacle à la réalisation des droits de l'homme, en particulier les droits politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi que le droit au développement. Entre 2000 et 2009, les pays en développement ont perdu 8,44 milliards de dollars dans des flux financiers illicites, soit dix fois plus que le montant de l'aide publique au développement qu'ils ont perçu au cours de la même période.»

La Tunisie, État partie à la Convention des Nations Unies contre la corruption, s'est dotée d'outils indispensables pour relever le défi dans le respect de l'état de droit: Pôle judiciaire financier, Commission tunisienne des analyses financières, Autorité nationale de lutte contre la corruption.

Cette mobilisation contre la corruption, dont les ravages ont été mis en lumière lors de la révolution, doit se poursuivre.

La société civile elle-même doit y tenir toute sa place en:

– exerçant sa vigilance pour accroître la transparence des processus de décision, promouvoir la participation du public à ces processus et assurer l'accès effectif du public à l'information;

– entreprenant des activités d'information du public, l'incitant à ne pas tolérer la corruption, ainsi que des programmes d'éducation du public, notamment dans les écoles et les universités;

– exerçant, dans le respect des droits et de la liberté d'autrui, la liberté de rechercher, de recevoir, de publier et de diffuser des informations concernant la corruption.

La compréhension réciproque du rôle de chacun, institutions de l'État et organisations de la société civile, est une des conditions du progrès dans la lutte contre la corruption.

01

LA CORRUPTION ET LES PRINCIPALES INFRACTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

©Flickr / Nasser Nouri

La corruption proprement dite

Pour le corrompu

Le principe

Se rend coupable de corruption le fonctionnaire public qui demande ou accepte de recevoir un pot-de-vin pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction.

Ce que dit la loi

L'article 83 du Code pénal punit le fonctionnaire public ou assimilé qui accepte de recevoir, directement ou indirectement, pour lui-même ou pour autrui, des dons, des promesses, des présents ou des avantages de quelque nature que ce soit, pour accomplir un acte de sa fonction ou pour faciliter un acte en rapport avec les attributions de sa fonction ou pour s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction auquel il est tenu.

Les peines encourues sont de dix ans d'emprisonnement et d'une amende double de la valeur du pot-de-vin sans qu'elle puisse être inférieure à dix mille dinars, ainsi qu'une interdiction d'exercer des fonctions publiques, de gérer des services publics ou de les représenter.

Si c'est le fonctionnaire qui a été à l'initiative de la corruption, les peines prévues sont portées au double (article 84 du Code pénal).

Si les dons, promesses, présents ou avantages quelconques sont venus en récompense d'actes ou d'abstentions déjà intervenus, la peine encourue par le fonctionnaire public ou assimilé est de cinq ans d'emprisonnement et de cinq mille dinars d'amende (article 85 du Code pénal).

Exemples: un fonctionnaire chargé de l'urbanisme accepte de recevoir d'une personne privée une somme d'argent en échange de la délivrance d'un permis de construire; un agent de police demande à un automobiliste une somme d'argent pour ne pas dresser un procès-verbal d'infraction.

Pour le corrupteur

Le principe

Se rend coupable de corruption toute personne qui propose ou remet un pot-de-vin à un fonctionnaire pour que celui-ci accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de sa fonction.

Ce que dit la loi

L'article 91 du Code pénal punit toute personne qui aura corrompu ou tenté de corrompre un fonctionnaire public ou assimilé pour qu'il accomplisse un acte de sa fonction ou facilite un acte en rapport avec les attributions de sa fonction ou s'abstienne d'accomplir un acte de sa fonction auquel il est tenu.

Les personnes ayant servi d'intermédiaire entre le corrupteur et le corrompu sont également concernées.

Les peines encourues sont de cinq ans d'emprisonnement et de cinq mille dinars d'amende. Elles sont portées au double si le fonctionnaire public ou assimilé a fait l'objet de voies de fait ou de menaces exercées sur lui personnellement ou sur un membre de sa famille.

Exemples: une personne qui sollicite un permis de construire propose une somme d'argent au fonctionnaire compétent pour que celui-ci délivre l'autorisation; un automobiliste accepte de remettre une somme d'argent à un agent de police pour que celui-ci ne dresse pas de procès-verbal d'infraction.

La protection des repentis

L'article 93 du Code pénal absout le corrupteur ou l'intermédiaire qui, avant toute poursuite, révèle le fait de corruption et, en même temps, en rapporte la preuve.

Le trafic d'influence

Le principe

Se rend coupable de trafic d'influence toute personne qui, en échange d'un avantage quelconque, propose à quiconque d'user de son influence auprès d'un fonctionnaire public pour que celui-ci prenne une décision favorable.

Ce que dit la loi

L'article 87 du Code pénal punit toute personne qui, en échange de dons, promesses, présents ou avantages de quelque nature que ce soit, abuse de son influence ou de ses liens réels ou supposés à l'égard d'un fonctionnaire public ou assimilé en vue d'obtenir des droits ou des avantages au profit d'autrui.

Le trafic d'influence est puni de trois ans d'emprisonnement et de trois mille dinars d'amende, ces peines étant portées au double si l'auteur est un fonctionnaire public ou assimilé.

Exemple: une personne qui connaît bien un fonctionnaire chargé de prendre les décisions en matière de permis de construire, propose à quelqu'un qui souhaite construire une maison d'intervenir en sa faveur, ceci en échange d'une somme d'argent.

La concussion

Le principe

Se rend coupable de concussion le fonctionnaire qui volontairement perçoit des taxes, impôts ou droits qui ne sont pas dus ou qui sont supérieurs à ce qui est dû à l'administration.

Ce que dit la loi

L'article 95 du Code pénal punit le fonctionnaire ou assimilé qui ordonne de percevoir, exige ou reçoit ce qu'il savait ne pas être dû ou excéder ce qui était dû à l'administration dont il dépend.

La concussion est punie de quinze ans d'emprisonnement et d'une amende.

Exemple: un fonctionnaire chargé de percevoir les taxes sur les véhicules exige d'un particulier propriétaire d'un véhicule un montant supérieur à celui fixé par la loi pour la puissance du véhicule considéré.

L'abus de fonction

Le principe

Se rend coupable d'abus de fonction le fonctionnaire qui utilise sa fonction pour se procurer des avantages auxquels il n'a pas droit.

Ce que dit la loi

L'article 96 du Code pénal punit les fonctionnaires publics ou assimilés, ainsi que les membres des collectivités publiques locales, des associations d'intérêt national, des établissements publics à caractère industriel et commercial, des sociétés dans lesquelles l'État détient une part du capital et des sociétés appartenant à une collectivité publique locale, qui, usant de leur qualité, se procurent à eux-mêmes ou à des tiers un avantage injustifié, causent un préjudice à l'administration ou contreviennent aux règlements.

L'abus de fonction est puni de dix ans d'emprisonnement et d'une amende égale à l'avantage reçu ou au préjudice subi par l'administration.

Exemple: un fonctionnaire délivre à un membre de sa famille un permis de construire alors que le terrain est inconstructible, parce que situé dans une zone protégée.

Le blanchiment

Le principe

Se rend coupable de blanchiment toute personne qui participe à la dissimulation de l'origine de biens qu'elle sait provenir directement ou indirectement d'un crime ou d'un délit.

Ce que dit la loi

L'article 62 de la loi du 10 décembre 2003 considère blanchiment de biens, tout acte intentionnel qui vise par tout moyen à la justification mensongère de l'origine illicite de biens meubles ou immeubles ou des revenus résultant directement ou indirectement d'un délit ou crime.

Constitue également un blanchiment de biens, tout acte intentionnel ayant pour but le placement, dépôt, dissimulation, administration ou conservation du produit résultant directement ou indirectement d'un délit ou crime ou d'apporter son concours à ces opérations.

Ces dispositions sont applicables même si l'infraction qui est à l'origine des fonds objet du blanchiment n'a pas été commise sur le territoire tunisien.

Le blanchiment est puni, selon les cas, de un an à dix ans d'emprisonnement et d'une amende de cinq mille à cent mille dinars (articles 63 et 64 de la loi du 10 décembre 2003).

Exemple: pour dissimuler que des fonds viennent d'une activité illégale (banditisme, corruption, trafic de drogue...), les auteurs ou leurs complices ouvrent un commerce et progressivement injectent les fonds criminels en faisant croire qu'ils proviennent de l'activité commerciale.

Le détournement de biens publics

Le principe

Se rend coupable de détournement de biens publics le fonctionnaire ou responsable public qui soustrait ou détourne les biens dont il avait la garde dans le cadre de sa fonction.

Ce que dit la loi

L'article 99 du Code pénal punit les fonctionnaires ou assimilés qui disposent indûment, soustraient ou détournent les deniers ou biens publics ou privés qu'ils détiennent en raison de leurs fonctions.

Le détournement de biens publics est puni de vingt ans d'emprisonnement et d'une amende égale au montant de la valeur de la chose soustraite.

Exemple: un responsable d'administration qui ordonne le versement d'un salaire ou le paiement d'une somme d'argent au profit d'une personne, par exemple un membre de sa famille, qui ne fournit aucun travail ou n'effectue aucune prestation.

La prise illégale d'intérêt

Le principe

Se rend coupable de prise illégale d'intérêt le fonctionnaire ou assimilé qui, dans le cadre de ses fonctions, se place dans une situation de confusion entre l'intérêt public et ses intérêts propres. L'infraction vise à prévenir les situations de conflit d'intérêt dans lesquelles les responsables publics pourraient se trouver et à éviter la suspicion dont ils pourraient être l'objet.

Ce que dit la loi

L'article 97 du Code pénal punit le fonctionnaire ou assimilé qui, dans le cadre de ses fonctions, intervient dans l'administration, la surveillance, la garde ou le paiement d'une affaire à laquelle lui-même ou ses proches sont personnellement intéressés.

La prise illégale d'intérêt est punie de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende.

Exemple: un fonctionnaire participe à l'attribution d'un marché public à une entreprise dont lui-même ou son conjoint est actionnaire.

02

LES INSTITUTIONS

©Flickr / See Wan Cheng

AUTORITÉ NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ANLCC

Samir Annabi
Président de l'ANLUCC

L'Autorité nationale de lutte contre la corruption (ANLCC) a été créée par le décret-loi cadre du 14 novembre 2011 relatif à la lutte contre la corruption.

Il s'agit d'une autorité publique indépendante dotée de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Elle bénéficie d'un budget autonome rattaché au budget de la Présidence du gouvernement. Ses dépenses, ainsi que la tenue de ses comptes, ne sont pas régies par le Code de la comptabilité publique. Elles sont, toutefois, soumises au contrôle de la Cour des comptes.

L'ANLCC fait partie d'une nouvelle catégorie juridique dans les organes de l'État. Il s'agit des autorités publiques indépendantes qui ne sont pas soumises à un contrôle de tutelle, pour qu'elles puissent réaliser leurs objectifs selon les critères retenus par la Convention des Nations Unies contre la corruption et en accord avec les règles d'action posées par les bailleurs de fonds internationaux.

L'Autorité est composée d'un président, d'un organe de prévention et d'investigation et d'un conseil formé de membres recrutés à titre personnel et provenant des différents secteurs concernés par la lutte contre la corruption, des organisations professionnelles et de la société civile, en plus des services administratifs et financiers.

Le Conseil fixe les orientations politiques générales de l'Autorité dans les domaines de la prévention et la découverte de la corruption et de l'investigation dans les dossiers contenant un soupçon de corruption et leur transmission aux autorités judiciaires en vue de mettre en œuvre les procédures de poursuite, d'instruction et de jugement.

L'Autorité est saisie des dossiers ou bien par des requêtes qui lui sont adressées par toutes les parties concernées par la lutte contre la corruption ou bien par auto-saisine.

Pour accomplir ses missions, de larges attributions lui ont été accordées. En outre, son président ainsi que les membres de l'organe de prévention et d'investigation ayant en charge les dossiers bénéficient de l'immunité.

COMMISSION TUNISIENNE DES ANALYSES FINANCIÈRES

CTAF

Mohamed Askri
Magistrat de 3ème grade, membre de la CTAF

Site we
www.ctaf.gov.tn

La Commission tunisienne des analyses financières (CTAF) a été créée par l'article 78 de la loi du 10 décembre 2003 relative au soutien des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent, modifiée par la loi du 12 août 2009.

La CTAF est le centre national de renseignements financiers chargé de la réception, de l'analyse et de l'examen des déclarations de soupçon de blanchiment d'argent ou de financement de terrorisme.

Les déclarations de soupçon sont faites par les personnes assujetties telles que définies par la loi du 10 décembre 2003. Il s'agit, notamment, d'institutions financières (banques, assurances, poste, intermédiaires en bourse, casinos...) et de personnes chargées de rédiger les contrats de vente des biens (notaires, avocats) ou de contrôler la gestion des entreprises (commissaires aux comptes, experts comptables...).

Si l'analyse financière met en évidence l'existence d'indices de blanchiment ou de financement de terrorisme, la CTAF transmet le dossier avec ses conclusions, sans délai, au Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Tunis.

La CTAF peut ordonner le gel provisoire des avoirs objet de la déclaration de soupçon. Dans ce cas, la transmission du dossier au parquet de Tunis doit s'effectuer dans un délai de cinq jours à compter de la date de l'ordre de gel.

La CTAF dispose d'un droit de communication lui permettant de demander des informations auprès de l'ensemble des institutions et des personnes assujetties à la déclaration de soupçon et des administrations publiques.

La CTAF est membre du GAFIMOAN (Groupe d'action financière pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord) et du Groupe EGMONT (Forum d'échange opérationnel pour les cellules de renseignement financier).

PÔLE JUDICIAIRE FINANCIER

PJF

Mohamed Kammoun
Premier juge d'instruction au PJF

En accord avec les stipulations de la Convention des Nations Unies contre la corruption datée du 31 octobre 2003 et ratifiée par l'État tunisien le 24 mars 2008, et en réponse à une nécessité pratique en rapport avec le volume des affaires de malversation financière enrôlées après le 14 janvier 2011, le Ministre de la justice a, en date du 3 août 2012, fait passer une note relative à la formation d'un pôle judiciaire au Tribunal de première instance de Tunis pour s'occuper des affaires de malversation financière.

En application de cette décision, le 1er septembre 2012 le Ministre de la justice a décidé que dix juges d'instruction et cinq membres du ministère public soient nommés pour exercer dans ce qui est désormais dénommé «Pôle judiciaire financier» (PJF).

Les juges d'instruction, notamment, ont reçu une formation en matière de techniques d'investigation dans les infractions de malversation financière, dans le cadre d'ateliers de travail et séminaires d'étude en Tunisie et à l'étranger, sous la supervision d'experts et d'instances internationales.

Le travail effectif au PJF a débuté au bâtiment situé au 38, avenue Mohamed V à Tunis le 23 janvier 2013.

Une pratique a été consacrée qui consiste à affecter aux magistrats exerçant au PJF des affaires ayant trait aux malversations et infractions financières, même si une telle affectation demeure à la discrétion du Procureur de la République, sans contraintes légales.

Les statistiques montrent que, jusqu'à avril 2014, les juges d'instruction du PJF ont été saisis de 480 dossiers d'infractions financières dont 75 affaires se rapportent au blanchiment d'argent. Mais en l'absence d'un texte législatif instituant légalement le PJF en tant qu'instance juridictionnelle spécialisée, il apparaît dans la réalité comme un simple prolongement du Tribunal de première instance de Tunis.

La pratique a révélé l'existence de plusieurs problèmes du fait que les juges d'instruction qui avaient cette qualité au sein du Tribunal de première instance de Tunis avant la création du PJF en août 2012 ont continué à être saisis d'affaires sans rapport avec le domaine financier. Parallèlement, les juges d'instruction du même tribunal et qui n'ont pas été nommés au Pôle ont continué à instruire des infractions financières complexes.

La solution doit être législative, en édictant une loi conférant au PJF une existence légale et fixant sa compétence matérielle et territoriale. La loi doit, en outre, contenir des dispositions transitoires permettant de surmonter les prescriptions de l'article 51 du Code de procédure pénale prévoyant que l'affectation de l'affaire au juge d'instruction se fait de façon irrévocable.

03

LES ASSOCIATIONS

©Flickr/ See Wah Cheng

ASSOCIATION TUNISIENNE DE L'AUDIT SOCIAL ET L'ASSAINIS-SEMENT DES INSTITUTIONS

ATASAI

Mériem Ghobra
Présidente de l'Association

Objectif

Lutter contre la corruption

Activités concrètes en matière de lutte contre les infractions économiques et financières

Ateliers de formation en partenariat avec le PNUD sur la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) dans dix gouvernorats et élaboration de seize recommandations.

Création Le 24 septembre 2011

Coordonnées 12, rue Costantine, 2034 Ezzahra, République tunisienne

Portable (+216) 97 190 274

الجمعية التونسية للتدقيق الاجتماعي و تطهير المؤسسات
Association Tunisienne de l'Audit Social et de l'Assainissement des Institutions

ASSOCIATION TUNISIENNE DES CONTRÔLEURS PUBLICS

ATCP

Karim Belhaj Aïssa
Membre de l'Association

Objectifs

• Consolider l'indépendance du travail de contrôle, conformément aux critères internationaux en matière d'audit public;

• Œuvrer au développement de la profession et au renforcement de la formation en matière de contrôle, en organisant des congrès, des conférences et des rencontres scientifiques, en prenant part à ce type de manifestations, en publiant des bulletins scientifiques et des imprimés relatifs à la profession et en consolidant la production intellectuelle de ses membres;

• Contribuer au renforcement de la transparence et à la lutte contre la corruption dans le secteur public, à travers l'élaboration d'études scientifiques et la présentation de propositions à même de réformer l'ordonnancement du management public, selon une approche participative avec les parties concernées.

Création Le 7 mai 2011 (récépissé de dépôt n° 2991)

Coordonnées 11, rue de Rome, 1002 Tunis, République tunisienne

Tél. (+216) 70 014 196

Portable (+216) 98 207 942

Skype karimbha

Site web www.atcp.org.tn

Activités concrètes en matière de lutte contre les infractions économiques et financières

- Organisation de colloques et de séminaires de formation au profit des contrôleurs publics, en vue de développer leurs capacités à combattre et découvrir la corruption. L'ATCP a également œuvré à appuyer tous les contrôleurs en matière de certification internationale et d'audit interne.

- Organisation d'un certain nombre de manifestations au profit des professionnels de l'information, des associations et des fonctionnaires publics, en vue de consolider l'effort de la société civile dans sa totalité en matière de lutte contre la corruption.

- Réalisation d'une étude approfondie sur la corruption en Tunisie qui sera un outil pour participer à l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre la corruption, en plus de la réalisation de certaines campagnes de sensibilisation directes dans les administrations publiques ou à travers les différents médias, pour que le public soit conscient du danger qui s'attache au phénomène de la corruption.

ATCP

ASSOCIATION TUNISIENNE DE DROIT DU DÉVELOPPEMENT

ATDD

Sihem Bouazza
Présidente de l'Association

Objectifs

• Offrir une expertise dans tous les domaines juridiques ;

• Participer à la consolidation des systèmes juridiques et judiciaires ;

• Renforcer les capacités des professionnels du droit ;

• Vulgariser la règle de droit.

L'Association Tunisienne de Droit du Développement (ATDD) est une Association de droit tunisien. Ses membres sont des anciens stagiaires de l'Organisation Internationale de Droit du Développement (IDLO - OIDD) www.idlo.int. L'ATDD joue le rôle de trait d'union entre la théorie et la pratique en matière de règle de droit. Elle offre, d'une part, une assistance légale dans un objectif de renforcement des capacités des professionnels du droit. D'autre part, elle met à la disposition des juristes et des non juristes des expertises dans différents domaines juridiques.

Création Le 23 avril 2004

Coordonnées 42, avenue Hédi Chaker, Complexe Afric Mode Ben Salah, 1er étage, bureau n°3 1002 Tunis Le Belvédère

Tél./ Fax (+216) 71 288 009

Portable (+216) 28 201 602

Facebook Association Tunisienne de Droit du Développement ATDD

Email contact.atdd@topnet.tn / idlo_atdd@yahoo.fr

Site web www.atdd2004.org.tn

Activités concrètes en matière de lutte contre les infractions économiques et financières

Parmi les nombreuses activités qu'elle a conduites dans le domaine juridique, l'ATDD en a consacré un certain nombre à la lutte contre la corruption et les infractions économiques et financières dont l'Organisation, en collaboration avec la Jeune Chambre Internationale de Tunis (JCI), et sous le haut patronage du Ministre auprès du chef du gouvernement chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, d'un séminaire sur « La lutte contre le blanchiment d'argent : réalités et défis » (30 novembre 2013).

L'ATDD fait partie des 15 organisations non gouvernementales qui forment une coalition d'associations pour la transparence dans l'énergie et les mines. Cette coalition a pour objectif de demander plus de transparence et de bonne gouvernance dans les secteurs de l'énergie et des mines en Tunisie et d'adhérer à l'ITIE: Initiative de Transparence dans les Industries Extractives.

ATDD

ALLIANCE TUNISIENNE POUR L'INTÉGRITÉ ET LA TRANSPARENCE ATIT

Anis Trabelsi
Président de l'Alliance

Création Le 18 octobre 2012, JORT n° 125/2012

Portable (+216) 97 307 980

Email anistrabelsi29051969@yahoo.fr

Site web http://www.anticor.tn/acteurs/societe-civile/alliance-tunisienne-pour-lintegrite-et-la-transparence/

Réseau formé par les organisations de la société civile tunisienne

Objectif

La mission du réseau est de contribuer au renforcement de l'intégrité, à la diffusion de la culture de la transparence dans le pays, au respect des dispositions de la Convention des Nations Unies contre la Corruption ratifiée par la Tunisie en 2008 et à la mise en œuvre des règles de bonne gouvernance.

Les membres du réseau, tout en restant autonomes, s'engagent à fédérer leurs efforts afin de concevoir et de réaliser des initiatives conjointes en faveur de l'intégrité et de la transparence.

L'Alliance est un espace de rencontres et de dialogue permanent au sein duquel toute action entreprise développe l'échange des connaissances et des expériences, ainsi que de l'expertise entre les membres et les parties prenantes dans la lutte contre la corruption et les malversations.

Le réseau agit comme un acteur mobilisateur et fédérateur de la société civile, un interlocuteur proactif et complémentaire aux initiatives institutionnelles visant « les bonnes pratiques » de gouvernance. Il est également un partenaire qui œuvre, en tant que force de proposition, dans le cadre d'une stratégie nationale destinée à soutenir les efforts du pays, en faveur de l'Intégrité et de la Transparence.

Activités concrètes en matière de lutte contre les infractions économiques et financières

Participation au mécanisme de revue de la CNUCC.

ASSOCIATION TUNISIENNE DE LA TRANSPARENCE DANS L'ENERGIE ET LES MINES ATTEM

Association à but non lucratif

Habib Bouassida
Président de l'Association

Skander Sellami
Membre de l'Association

Création Septembre 2011 Visa n° 4199/2011 (JORT du 5 janvier 2012)

Coordonnées 42, Avenue Hédi Chaker, Imm. Ben Salah, 1er étage, bur. n°3, 1002 Tunis Le Belvédère, République tunisienne.

Portable (+216) 22 619 604 (+216) 22 648 629

Email attem2011@gmail.com

Facebook Attem Transparence

Site web http://attem.hautetfort.com/

Objectifs

L'ATTEM est composée essentiellement de professionnels et de compétences tunisiens œuvrant dans les domaines de l'énergie et des mines. Elle collabore avec les autres acteurs de la société civile et des secteurs de l'énergie et des mines, gouvernement et entreprises, dans le but de concrétiser un effort tripartite visant à :

- promouvoir une culture de transparence et bonne gouvernance dans les secteurs de l'énergie et des mines en Tunisie ;
- développer des idées, stratégies et mécanismes au bénéfice des institutions, entreprises et parties concernées de ces secteurs ;
- développer la coopération et la coordination avec les organisations nationales, régionales et internationales.

Depuis novembre 2013, l'ATTEM œuvre au sein de la Coalition tunisienne d'associations pour la transparence dans l'énergie et les mines, qui constitue une plate-forme interactive notamment pour que la Tunisie adhère à l'Initiative de la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

Activités concrètes en matière de lutte contre les infractions économiques et financières

Grâce à un suivi continu de l'actualité des secteurs énergie et mines, l'ATTEM a réussi à interagir avec la société civile (nationale et internationale), les médias, les députés de l'ANC, etc., pour informer l'opinion publique sur les news et sur les défis associés à sa cause afin d'assurer une pression continue pour renforcer son impact ! Plusieurs dossiers ont été traités, dont ceux concernant le gaz de schiste (articles de presse et communiqué, animation de conférences au lycée pilote Ariana, à Kairouan, à l'ENIM...), le lobbying auprès des députés pour sensibiliser sur l'importance de la transparence et la publication des contrats pétroliers, l'effort pour garantir la constitutionnalisation des ressources naturelles et leur bonne gouvernance, dans la nouvelle constitution 2014 ; etc.

L'ATTEM assure la formation et l'information sur l'importance de l'application des standards internationaux de bonne gouvernance et transparence dans l'énergie et les mines par l'organisation et l'animation d'ateliers et de conférences (juin 2012, mars 2013, janvier 2014) et surtout via les médias sociaux (facebook et twitter).

L'ATTEM participe dans d'autres initiatives (Open Gov...).

RÉSEAU NATIONAL ANTI-CORRUPTION R'NAC

Taoufik Chamari
Président de l'Association

Objectif

Aider à mieux comprendre la corruption et à la combattre sous toutes ses formes.

Pour ce faire, R'NAC s'attache activement à :

- sensibiliser sur le phénomène de la corruption par l'organisation de journées de réflexion, de séminaires, de conférences, de publications et d'ateliers de travail ;
- assister et accompagner en justice, les plaintes de citoyens victimes d'actes avérés de corruption et de malversation ;
- faire l'inventaire des textes existant et suivre les obligations et engagements de la Tunisie à l'échelle internationale ;
- aider à la transposition des règles et usages internationaux en matière de corruption et suivre leur application ;
- œuvrer à la mise en place de cellules de lutte anti-corruption au sein des administrations ;
- œuvrer à l'adoption par l'État d'un code de bonne conduite des agents de la fonction publique et suivre sa mise en place effective.

R'NAC est une association à vocation générale, apolitique et non syndicale. R'NAC se propose de mener toute action destinée à combattre la corruption et la malversation ainsi qu'à instaurer les principes de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion de la chose publique.

Création Le 2 février 2011, Visa N° : 2731 du 02/05/2011

Coordonnées

Email reseau.rnac@gmail.com

Portable (+216) 98 360 719

Activités concrètes en matière de lutte contre les infractions économiques et financières

Ces activités se sont limitées à l'accompagnement et à l'assistance aux victimes et ont concerné un grand nombre de ministères, R'NAC privilégiant dans certains cas des accords à l'amiable. Elles ont conduit à la publication d'un article synthétique intitulé « La corruption : l'atteinte aux droits économiques et sociaux qui nuit au développement économique, social et politique » paru dans la lettre du comité de la C.R.L.D.H.T de novembre 2013.

TRANSPARENCE ET DÉMOCRATIE TD

Adnen Nouioua
Président de l'Association

Objectifs

- Contribuer à l'instauration d'une culture de non tolérance envers la corruption et d'endiguement de l'impunité ;
- Contribuer au respect de l'accès à l'information et aider les citoyens à connaître les organes spécialisés dans la lutte contre la corruption.

Création Février 2013

Coordonnées 2, rue Essedk, 2080 Ariana, République tunisienne

Portable (+216) 98 932 810

Email transpademocratie@google.com

Activités concrètes en matière de lutte contre les infractions économiques et financières :

- Élue avec 4 autres associations pour mener un dialogue avec l'équipe gouvernementale chargée d'élaborer un rapport d'autoévaluation de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC).
- Participation active (expertise et animation des débats) aux tables rondes relatives à l'appropriation et la dissémination des résultats du rapport d'autoévaluation de la mise en œuvre de la CNUCC par la Tunisie, organisées au Nord (Tabarka, 6 et 7 septembre 2013) au Centre (Kairouan, 13 et 14 septembre 2013) au Sud (Gafsa, 20 et 21 septembre 2013) et au Grand Tunis (27, septembre 2013).
- Participation en Egypte aux travaux d'élaboration par la société civile d'un rapport parallèle d'autoévaluation de la mise en œuvre de la CNUCC.
- Participation à la 5ème session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (Panama, novembre 2013).
- Participation à un voyage d'étude dirigé par une délégation de l'ANLCC au Maroc (avril 2014).

TRANSPARENCY FIRST

T1

Nabil Kasraoui
Président de l'Association

Création l'idée a été l'œuvre de M. Salah RIAHI qui était à la recherche active de partenaires dans le domaine de la transparence tel que le montre le mail envoyé le 19 janvier 2011 à TRANSPARENCY INTERNATIONAL. Le premier groupe constitué a tenu plusieurs réunions de discussion, à l'issue desquelles le premier projet des statuts a commencé à prendre forme le 15 février 2011.

Coordonnées

Tél. +216 23 220 282

Email nabil.kesraoui@topnet.tn

Objectif

L'association Transparency First est une organisation ouverte à toutes les compétences du pays. Sa mission consiste à contribuer au progrès de la société tunisienne en tant qu'acteur actif dans la diffusion et le développement de la culture de la transparence sous ses divers aspects dans le cadre de changements positifs.

UNION DES TUNISIENS INDÉPENDANTS POUR LA LIBERTÉ

UTIL

Youssef Charfeddine
Trésorier de l'Union

Création Avril 2011

Coordonnées

Portable (+216) 98 344 870

Email yo.charfeddine@gmail.com

Site web www.util.tn

Objectifs

- Citoyenneté et démocratie
- Lutte contre la corruption
- Bonne gouvernance
- Gouvernance locale
- Caritatif (œuvres sociales)

Activités concrètes en matière de lutte contre les infractions économiques et financières

- Participation à l'élaboration du rapport d'autoévaluation de la Tunisie, parties 3 et 4 de la CNUCC ;
- Vulgarisation de la CNUCC à travers le pays : gouvernorats du sud à Gafsa, gouvernorats du centre à Kairouan, gouvernorats du nord à Tabarka et gouvernorats du grand Tunis à Tunis.
- Participation avec la délégation tunisienne à la Conférence des états membres de la CNUCC à Panama City (novembre 2013) ;
- UTIL est membre actif du collectif pour l'organisation de la consultation nationale OGP;
- Élaboration d'un guide pour la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance, destiné essentiellement aux associations.

ORGANISATION INTERNATIONALE DE DROIT DU DÉVELOPPEMENT

المنظّمة الدّولية لقانون التّنمية

Seule organisation intergouvernementale qui a pour mandat exclusif la promotion de l'état de droit, l'OIDD œuvre pour mettre les institutions juridiques et judiciaires au service des citoyens. Nous contribuons ainsi à créer une société stable et inclusive, d'égalité des chances, où chacun peut prospérer à l'abri du besoin et de la peur.

Nous apportons une assistance juridique et un développement des capacités aux niveaux national et local, souvent dans les régions les plus pauvres et dangereuses du monde. Nous travaillons en partenariat avec les acteurs locaux et les différents systèmes de justice pour autonomiser et responsabiliser les personnes, en écartant toute démarche prescriptive ou directive.

L'OIDD a une grande expérience des pays sortant d'un conflit ou aspirant à la démocratie. Elle travaille de plus en plus dans les économies émergentes et les pays à revenu intermédiaire afin de renforcer leurs capacités juridiques, au service du développement durable et des débouchés économiques.

المنظّمة الدّولية لقانون التّنمية هي المنظّمة البيْحكومية الوحيدة الّتي لا مهمّة لها سوى النّهوض بدولة القانون. فهي تعمل على جعل المؤسسات القانونية والقضائية في خدمة المواطنين. فنحن نساهم بذلك في إنشاء مجتمع مستقرّ وغير إقصائي تكون فيه الفرص متكافئة ويستطيع فيه كّل فرد أن يزدهر بعيدا عن الفاقة والخوف.

نقدّم دعما قانونيا وتطويرا للقدرات على المستويين الوطني والمحلي وغالبا في مناطق العالم الأكثر فقرا والأقل أمنا. نعمل في شراكة مع الفاعلين المحليين ومختلف الأنظمة القضائية لضمان استقلالية الأشخاص ومسؤوليتهم، مع اجتناب كلّ تمشّ فرضي أو توجيهي.

تتمتّع المنظّمة الدّولية لقانون الّتنمية بخبرة كبيرة بالدّول الخارجة من صراع أو التّائقة للديمقراطية. وهي تعمل بشكل متزايد في المناطق الاقتصادية الصّاعدة والبلدان ذات الدّخل المتوسّط، وذلك من أجل تعزيز قدراتها القانونية خدمة للتّنمية المستدامة والفرص الاقتصادية.

اتّحاد التّونسيين المستقلّين من أجل الحرّية

ا ت م ح

يوسف شرف الدّين

أمين مال الاتّحاد

الإنشاء أفريل 2011

التّعريف

المحمول 870 344 98 (216+)

البريد الإلكتروني

yo.charfeddine@gmail.com

موقع الواب

www.util.tn

الأهداف

- مواطنة وديمقراطية
- مكافحة الفساد
- الحوكمة الرّشيدة
- الحوكمة المحلّية
- الخيري (خدمات اجتماعية)

الأنشطة الملموسة المتّصلة بمكافحة الجرائم الاقتصادية والمالية :

- المشاركة في صياغة تقرير التّقييم الذّاتي لتونس في خصوص الأجزاء 3 و4 من اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد؛
- التّعريف باتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد عبر البلاد : ولايات الجنوب في قفصة، ولايات الوسط في القيروان، ولايات الشّمال في طبرقة، ولايات تونس الكبرى في تونس؛
- المشاركة مع البعثة التّونسية في مؤتمر الدّول الأعضاء في اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد، وذلك في باناما سيتي (نوفمبر 2013)؛
- اتّحاد التّونسيين المستقلّين من أجل الحرّية هو عضو نشيط في التّجمّع لتنظيم الاستشارة الوطنية حول الحوكمة المفتوحة التّشاركية ((OGP؛
- صياغة دليل لمكافحة الفساد وللحوكمة الرّشيدة موجّه أساسا للجمعيات.

الشّفافية أوّلا

ش 1

نبيل الكسراوي

رئيس الجمعية

منظّمة لا تهدف إلى الرّبح

الأهداف

جمعية الشّفافية أوّلا هي منظّمة مفتوحة لجميع الكفاءات في البلاد. مهمّتها تتمثّل في المساهمة في تطوّر المجتمع التّونسي، بصفتها فاعل نشيط في نشر وتنمية ثقافة الشّفافية بمختلف أوجهها في أطار تحوّلات إيجابية.

الإنشاء جاءت الفكرة من السّيد صالح الرّياحي الّذي كان يبحث جاهدا عن شركاء في ميدان الشّفافية كما يبرز ذلك من المراسلة الالكترونية الموجّهة إلى الشّفافية الدّولية بتاريخ 19 جانفي 2011. وقد عقد أوّل فريق تمّ تكوينه عدّة اجتماعات للنّقاش، تمخّض عنها في 15 فيفري 2011 أوّل مشروع للنّظام الأساسي.

التّعريف

المحمول 282 220 23 (216+)

البريد الإلكتروني

nabil.kesraoui@topnet.tn

شفافية وديمقراطية ش د

عدنان نويوة

رئيس الجمعية

الإنشاء فيفري 2013

التّعريف 2، نهج الصّدق، 2080 أريانة، الجمهورية التّونسية

المحمول 810 932 98 (+216)

البريد الإلكتروني
transpademocratie@google.com

الأهداف

- المساهمة في إرساء ثقافة عدم التّسامح تجاه الفساد والقضاء على الإفلات من العقاب؛
- المساهمة في احترام النّفاذ إلى المعلومة ومساعدة المواطنين لمعرفة الهياكل المتخصّصة في مكافحة الفساد؛

الأنشطة الملموسة المتّصلة بمكافحة الجرائم الاقتصادية والمالية :

- انتخاب الجمعية مع 4 جمعيات أخرى للتّحاور مع الفريق الحكومي المكلّف بصياغة تقرير تقييم ذاتي يتعلّق باعتماد اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد (ا أ م م ف)؛
- المشاركة النّشيطة (اختبار وتنشيط نقاشات) في الموائد المستديرة المتعلّقة بامتلاك وبثّ نتائج تقرير التّقييم الذّاتي لاعتماد اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد من طرف تونس، والّتي تمّ تنظيمها بالشّمال (طبرقة، 6 و7 سبتمبر 2013) وبالوسط (القيروان، 13 و14 سبتمبر 2013) وبالجنوب (قفصة، 20 و21 سبتمبر 2013) و بتونس الكبرى (27 سبتمبر 2013)؛
- المشاركة في مصر في الأشغال الّتي قام بها المجتمع المدني لصياغة تقرير مواز يتعلّق بالتّقييم الذّاتي لاعتماد اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد؛
- المشاركة في الدّورة الخامسة لمؤتمر الدّول الأطراف في اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد (باناما، نوفمبر 2013)؛
- المشاركة في رحلة دراسية إلى المغرب بقيادة بعثة من الهيئة الوطنية لمكافحة الفساد (أفريل 2014).

الشّبكة الوطنية لمقاومة الرّشوة والفساد

عن الجمعية، الرّئيس

توفيق الشّمّاري

الإنشاء في 2 فيفري 2011، تأشيرة عدد 2731 بتاريخ 02 ماي 2011

التّعريف

البريد الإلكتروني

reseau.rnac@gmail.com

المحمول 719 360 98 (+216)

الأهداف

المساعدة على مزيد فهم الفساد ومقاومته بمختلف أشكاله.

لبلوغ هذه الأهداف تحرص الشّبكة على :

- التّحسيس بظاهرة الفساد وذلك بتنظيم أيّام تفكير وندوات ومحاضرات وورشات عمل وإعداد نشريات؛
- المساعدة والمرافقة القضائية لشكاوى المواطنين الّذين هم ضحايا أعمال جلية تتّصل بالرّشوة والفساد؛
- حصر النّصوص الموجودة ومتابعة التزامات وتعهّدات تونس على المستوى الدّولي؛
- المساعدة على نقل القواعد والأعراف الدّولية المتّصلة بالفساد ومتابعة تطبيقها؛
- العمل على تركيز خلايا مكافحة ضدّ الرّشوة داخل الإدارات؛
- العمل على إصدار الدّولة لمدوّنة السّلوك الحسن في خصوص أعوان الوظيفة العمومية ومتابعة إرسائها الفعلي.

الشّبكة الوطنية لمكافحة الفساد هي جمعية ذات صبغة عامّة غير سياسية ولا نقابية. وهي تسعى للقيام بكلّ نشاط من شأنه مقاومة الرّشوة والفساد وإرساء مبادئ الشّفافية والحوكمة الرّشيدة عند التّصرّف في الشّأن العامّ.

الأنشطة الملموسة المتّصلة بمكافحة الجرائم الاقتصادية والمالية :

انحصرت هذه الأنشطة في مرافقة ومساعدة الضّحايا وشملت عددا كبيرا من الوزارات، مع الإشارة إلى أنّ الشّبكة تفضّل في بعض الحالات الاتّفاق بالتّراضي. وقد أدّت إلى نشر مقال تأليفي تحت عنوان «الرّشوة : الإخلال بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية الّذي يضرّ بالتّنمية الاقتصادية والاجتماعية والسّياسية» نشر في رسالة اللّجنة من أجل احترام الحرّيات وحقوق الإنسان في تونس (CRLDHT) لشهر نوفمبر 2013.

الجمعية التّونسية للشّفافية في الطّاقة والمناجم

ج ت ش ط م

جمعية لا تهدف للرّبح

حبيب بوعصيدة
رئيس الجمعية

اسكندر السّلّامي
عضو الجمعية

الإنشاء في سبتمبر 2011، تأشيرة عدد 2011/4199 (ر ر ج ت بتاريخ 5 جانفي 2012)

التّعريف 42، شارع الهادي شاكر، عمارة بن صالح، الطّابق الأوّل، مكتب رقم 3، 1002 تونس البلفيدار، الجمهورية التّونسية

المحمول 604 619 22 (216+)

(216+) 22 648 629

البريد الالكتروني

attem2011@gmail.com

فايسبوك Attem Transparence

موقع الواب

http://attem.hautetfort.com

الأهداف

الجمعية التّونسية للشّفافية في الطّاقة والمناجم متكوّنة أساسا من مهنيين وكفاءات تونسيين يعملون في ميادين الطّاقة والمناجم. وهي تساهم مع بقية النّاشطين في المجتمع المدني وفي ميادين الطّاقة والمناجم من حكومة ومنشآت، من أجل تجسيم مجهود ثلاثي يهدف إلى :

- نشر ثقافة الشّفافية والحوكمة الرّشيدة في ميادين الطّاقة والمناجم في تونس؛

- بلورة أفكار وخطط وآليات لفائدة المؤسّسات والمنشآت والأطراف المعنية بهذه القطاعات؛

- تطوير التّعاون والتّنسيق مع المنظّمات الوطنية والجهوية والدّولية.

منذ نوفمبر 2013، تعمل الجمعية في إطار تجمّع تونسي لجمعيات من أجل الشّفافية في الطّاقة والمناجم. ويمثّل هذا التّجمّع أرضية تفاعلية خاصّة لكي تنخرط تونس في مبادرة الشّفافية في صناعات الاستخراج (ITIE).

الأنشطة الملموسة المتّصلة بمكافحة الجرائم الاقتصادية والمالية

بفضل متابعتها المتواصلة للأحداث في ميادين الطّاقة والمناجم، تمكّنت الجمعية من التّفاعل مع المجتمع المدني (الوطني والدّولي) ووسائل الإعلام وأعضاء المجلس الوطني التّأسيسي إلخ...لإعلام الرّأي العامّ بالمستجدّات وبالتّحدّيات المتّصلة بقضيتها، من أجل القيام بضغط متواصل لتقوية تأثيرها ! ولقد تمّت دراسة عدّة ملفّات منها ما يتعلّق بالغاز الصّخري (مقالات صحفية وبلاغ وتنشيط محاضرات بالمعهد النّموذجي بأريانة وبالقيروان وبالمدرسة الوطنية للمهندسين بالمنستير...) وبقوّة الضّغط لدى النّواب للتّحسيس بأهمّية الشّفافية ونشر العقود النّفطية وبالمجهود لضمان دسترة الثّروات الطّبيعية وحوكمتها الرّشيدة في الدّستور الجديد لسنة 2014 إلخ...

تؤمّن الجمعية التّكوين والإعلام في خصوص أهمية تطبيق النّماذج الدّولية للحوكمة الرّشيدة والشّفافية في الطّاقة والمناجم، وذلك بتنظيم وتنشيط ورشات ومحاضرات (جوان 2012، مارس 2013، جانفي 2014) وخاصّة عبر وسائل التّواصل الاجتماعي (فايسبوك وتويتر).

كما تساهم الجمعية في مبادرات أخرى (الإدارة المفتوحة...).

الرّابطة التّونسية للنّزاهة والشّفافية

ر ت ن ش

أنيس الطّرابلسي
رئيس الرّابطة

الإنشاء في 18 أكتوبر 2012، ر ر ج ت عدد 2012/125

التّعريف

المحمول 980 307 97 (216+)

البريد الالكتروني

anistrabelsi29051969@yahoo.fr

موقع الواب

http://www.anticor.tn/acteurs/societe-civile/alliancetunisienne-pour-lintegrite-et-la-/transparence

الأهداف

مهمّة الشّبكة هي المساهمة في دعم النّزاهة وفي نشر ثقافة الشّفافية في البلاد وفي احترام مقتضيات اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد الّتي صادقت عليها تونس في 2008 وفي تفعيل قواعد الحوكمة الرّشيدة.

مع بقائهم مستقلّين، يلتزم أعضاء الشّبكة بتجميع مجهوداتهم بغاية تصوّر وتحقيق مبادرات مشتركة لصالح النّزاهة والشّفافية.

تمثّل الرّابطة فضاء لقاءات وحوار متواصل يسعى في إطاره كلّ عمل إلى تبادل المعلومات والتّجارب والخبرة بين الأعضاء والأطراف المعنية بمكافحة الرّشوة والفساد.

تتحرّك الشّبكة كعنصر تجنيد وجمع للمجتمع المدني وكمحاور استباقي ومكمّل للمبادرات المؤسّساتية الهادفة لإرساء «التّصرّفات الحسنة» في إطار الحوكمة. وهي كذلك شريك ينشط، كقوّة اقتراح، في إطار خطّة وطنية موجّهة لمعاضدة مجهودات البلاد لصالح النّزاهة والشّفافية.

الأنشطة الملموسة المتّصلة بمكافحة الجرائم الاقتصادية والمالية

المساهمة في آلية المراجعة المتعلّقة باتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد.

الجمعية التّونسية لقانون التّنمية

ج ت ق ت

سهام بوعزّة

رئيسة الجمعية

الإنشاء في 23 أفريل 2004

التّعريف 42، شارع الهادي شاكر، مركّب أفريك مود بن صالح، الطّابق الأوّل، مكتب رقم 3، 1002 تونس البلفيدار

الهاتف والفاكس 009 288 71 (216+)

المحمول 602 201 28 (216+)

فايسبوك

Association Tunisienne de Droit du Développement ATDD

البريد الالكتروني

contact.atdd@topnet.tn

idlo_atdd@yahoo.fr

موقع الواب

www.atdd2004.org.tn

ATDD

الأهداف

- عرض خبرة في جميع الميادين القانونية؛
- المساهمة في دعم الأنظمة القانونية والقضائية؛
- تقوية مؤهّلات أصحاب المهن القانونية؛
- التّعريف بالقاعدة القانونية.

الجمعية التّونسية لقانون التّنمية (ج ت ق ت) هي جمعية خاضعة للقانون التّونسي. أعضاؤها هم متربّصون قدامى بالمنظمة الدّولية لقانون التّنمية (م د ق ت) www.idlo.int . وتلعب هذه الجمعية دور همزة الوصل بين النّظري والتّطبيقي في خصوص القاعدة القانونية. فهي، من جهة، توفّر مساعدة قانونية بغاية دعم مؤهّلات أصحاب المهن القانونية، و، من جهة أخرى، فهي تضع على ذمّة أهل القانون وغيرهم خبرات في ميادين قانونية مختلفة.

الأنشطة الملموسة المتّصلة بمكافحة الجرائم الاقتصادية والمالية

من بين الأنشطة العديدة الّتي قامت بها في الميدان القانوني، خصّصت الجمعية بعضها لمكافحة الفساد والجرائم الاقتصادية والمالية ومنها تنظيم ندوة حول «مكافحة غسل الأموال : الواقع والتّحدّيات» (30 نوفمبر 2013)، وذلك بالتّعاون مع الغرفة الفتية الدّولية بتونس (غ ف د) وتحت سامي إشراف الوزير لدى رئيس الحكومة المكلّف بالحوكمة ومكافحة الفساد.

الجمعية التّونسية لقانون التّنمية هي واحدة من 15 منظّمة غير حكومية تكوّن ائتلاف جمعيات من أجل الشّفافية في الطّاقة والمناجم. هذا الائتلاف يهدف إلى طلب مزيد من الشّفافية ومن الحوكمة الرّشيدة في قطاعات الطّاقة والمناجم في تونس والانتماء إلى مبادرة الشّفافية في صناعات الاستخراج (ITIE).

الجمعية التّونسية للمراقبين العموميين

ج ت م ع

كريم بالحاج عيسى

عضو الجمعية

الإنشاء في السابع من شهر ماي 2011 (وصل إيداع عدد 2991)

التّعريف 11 نهج روما، 2002 تونس، الجمهورية التّونسية

الهاتف 196 014 70 (216+)

المحمول 942 207 98 (216+)

Skype: karimbha

موقع الواب www.atcp.org.tn

ATCP

الأهداف

- دعم استقلالية العمل الرقابي وفقا للمعايير الدولية في مجال التدقيق العمومي؛
- العمل على تطوير المهنة ودعم التكوين الرقابي بعقد المؤتمرات والمحاضرات والملتقيات العلمية والمشاركة فيها وإصدار النشريات العلمية والمطبوعات الخاصة بالمهنة ودعم الإنتاج الفكري لأعضائها؛
- المساهمة في دعم الشفافية ومكافحة الفساد في القطاع العام من خلال إعداد الدراسات العلمية وتقديم المقترحات الكفيلة بإصلاح منظومة التصرف العمومي في إطار مقاربة تشاركية مع الجهات المختصة.

ولبلوغ هذه الأهداف تقوم الجمعية ب :

- إجراء أعمال الرقابة والتدقيق على تصرف جميع الهياكل العمومية أو ذات المساهمة العمومية، و كذلك الهيئات والهياكل والمنظمات بجميع أنواعها التي تتمتع بالدّعم العمومي المباشر أو غير المباشر وذلك إضافة إلى إجراء الأبحاث والمهمات الخصوصية؛
- تقييم البرامج والسياسات العمومية ونجاعة وجدوى التصرف في هياكل الدولة والمنشآت والمؤسسات العمومية والجماعات المحلية وحسن التصرف في الموارد الموضوعة تحت تصرفها بأي عنوان كان؛
- التدقيق في تعبئة واستعمال التمويلات الخارجية التي تتحصل عليها الهياكل الخاضعة للرقابة بمقتضى الاتفاقيات الثنائية أو متعددة الأطراف.

الأنشطة الملموسة المتّصلة بمكافحة الجرائم الاقتصادية والمالية

- تنظيم ملتقيات ودورات تكوينية لفائدة المراقبين العموميين بهدف تطوير قدراتهم في مجال مكافحة الفساد والكشف عنه. كما قامت الجمعية بدعم كافّة المراقبين في مجال الإشهاد الدّولي وفي مجال التّدقيق الدّاخلي.
- تنظيم عدد من التّظاهرات لفائدة الإعلاميين والجمعيات والموظّفين العموميين بهدف دعم مجهود المجتمع المدني ككلّ في مجال مكافحة الفساد.
- إعداد دراسة معمّقة حول الرّشوة في تونس لتكون أداة للمساهمة في إعداد الاستراتيجية الوطنية لمكافحة الفساد، إلى جانب تنفيذ بعض الحملات التحسيسية مباشرة بالإدارات العمومية أو عبر وسائل الإعلام المختلفة لتوعية العموم بخطورة ظاهرة الفساد.

03

الجمعيات

©Flickr / See Wah Cheng

الجمعية التّونسية للتّدقيق الاجتماعي وتطهير المؤسّسات

ج ت ت ا ت م

مريم غبرة

رئيسة الجمعية

الإنشاء

24 سبتمبر 2011

التّعريف

12، نهج قسنطينة، 2034 الزّهراء، الجمهورية التّونسية

المحمول (+216) 97 190 274

الأهداف

مكافحة الفساد

الأنشطة الملموسة المتّصلة بمكافحة الجرائم الاقتصادية والمالية

ورشات تكوين بالتّشارك مع «بنود» حول اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد (ا أ م م ف) في عشر ولايات وإعداد ستّ عشرة توصية.

الجمعية التونسية للتدقيق الاجتماعي و تطهير المؤسسات
Association Tunisienne de l'Audit Social et de l'Assainissement des Institutions

اللّجنة التّونسية للتّحاليل المالية

ل ت ت م

محمّد العسكري

قاض من الرّتبة الثّالثة، عضو اللّجنة التّونسية للتّحاليل المالية

موقع الواب www.ctaf.gov.tn

أنشئت اللّجنة التّونسية للتّحاليل المالية بمقتضى الفصل 78 من قانون 10 ديسمبر 2003 المتعلّق بدعم المجهود الدّولي لمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال والمنقّح بقانون 12 أوت 2009.

تمثّل هذه اللّجنة المركز الوطني للاستعلامات المالية، وهي مكلّفة بقبول وتحليل وتفحّص الإعلامات بشبهة غسل الأموال أو تمويل الإرهاب.

تصدر الإعلامات بالشّبهة عن الأشخاص المطالبين بذلك كما تمّ تحديدهم بقانون 10 ديسمبر 2003. ويتعلّق الأمر خاصّة بمؤسّسات مالية (بنوك، شركات تامين، بريد، وسطاء البورصة، نوادي قمار...) وأشخاص مكلّفين بتحرير عقود بيع الأملاك (عدول إشهاد، محامون) أو بمراقبة تصرّف المؤسّسات (مراقبو الحسابات، خبراء محاسبون...).

إذا أثبت التّحليل المالي وجود مؤشّرات تدلّ على الغسل أو على تمويل الإرهاب، تحيل اللّجنة التّونسية للتّحاليل المالية الملفّ مصحوبا بملحوظاتها، دون أجل، إلى وكيل الجمهورية لدى المحكمة الابتدائية بتونس. ويمكن للّجنة أن تأذن بالتّجميد الوقتي للأموال موضوع الإعلام بالشّبهة. وفي هذه الحالة، تتمّ إحالة الملفّ إلى النّيابة العمومية بتونس في أجل خمسة أيّام من تاريخ الإذن بالتّجميد.

تتمتّع اللّجنة بحقّ الاطّلاع الّذي يمكّنها من طلب معلومات من كافّة المؤسّسات والأشخاص المطالبين بالإعلام بالشّبهة ومن الإدارات العمومية.

اللّجنة التّونسية للتّحاليل المالية عضو في «قافيمونا» (مجمع العمل المالي لمنطقة الشّرق الأوسط وشمال افريقيا) وفي مجمع «أقمونت» (فضاء تبادل عملي لخلايا الاستعلام المالي).

www.ctaf.gov.tn

القطب القضائي المالي

ق ق م

محمّد كمّون

قاضي تحقيق أوّل بالقطب القضائي المالي

تماشيا مع مقتضيات اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد المؤرّخة في 31 أكتوبر 2003 والمصادق عليها من قبل الدّولة التّونسية في 24 مارس 2008، واستجابة لضرورة واقعية في علاقة بحجم قضايا الفساد المالي الّتي نشرت بعد 14 جانفي 2011، أصدر وزير العدل الأسبق بتاريخ 03 أوت 2012 مذكّرة لإحداث قطب قضائي بالمحكمة الابتدائية بتونس للتّعهد بقضايا الفساد المالي.

لتفعيل هذا القرار تولّى وزير العدل بتاريخ 01 سبتمبر 2012 إصدار مذكّرة عمل تقضي بتعيين عشرة قضاة تحقيق وخمسة أعضاء من النّيابة العمومية للعمل بما تمّ الاصطلاح على تسميته ب» القطب القضائي المالي».

تلقّى قضاة التّحقيق خاصّة تكوينا في تقنيات البحث في جرائم الفساد المالي وذلك في إطار ورشات عمل ودورات دراسية في تونس والخارج تحت إشراف خبراء وهيئات دولية.

انطلق العمل الفعلي بالقطب القضائي المالي بالبناية الكائنة بـ38 شارع محمّد الخامس تونس بتاريخ 23 جانفي 2013 .

من النّاحية الواقعية، تمّ تكريس جريان عمل يقضي بإسناد القضاة المباشرين بالقطب القضائي المالي نوعية من القضايا ذات علاقة بالتّجاوزات والجرائم المالية على أن سلطة التّقدير في هذا المجال تبقى خاضعة لاجتهاد السّيد وكيل الجمهورية بتونس دون أيّ ضوابط قانونية.

وتشير الإحصائيات لتعهّد قضاة التّحقيق بالقطب القضائي المالي إلى حدود شهر أفريل من سنة 2014 بـ480 قضية موضوع جرائم مالية من بينها 75 قضية تتعلّق بمجال غسل الأموال.

لكن في غياب نصّ تشريعيّ يؤسّس قانونا لقيام القطب القضائي المالي كهيئة قضائية متخصّصة، فإنّ الواقع يقدّمه كمجرّد امتداد للمحكمة الابتدائية بتونس .

وقد أبرزت النّاحية التّطبيقية وجود عديد المشاكل المتعلّقة باستمرار تعهّد قضاة التّحقيق المباشرين بمحكمة تونس الابتدائية في تاريخ سابق عن قرار إحداث القطب القضائي المالي خلال شهر أوت من سنة 2012 بنوعية من الجرائم البعيدة عن المجال المالي، كاستمرار تعهّد قضاة التّحقيق بمحكمة تونس غير المعينين بالقطب القضائي المالي بجرائم مالية متشعّبة.

الحلّ يجب أن يكون تشريعيّا وذلك عبر إصدار قانون يعطي للقطب القضائي المالي الوجود القانوني ويحدّد اختصاصه التّرابي والحكمي كما يتضمّن أحكاما انتقالية تمكّن من تجاوز مقتضيات الفصل 51 من مجلّة الإجراءات الجزائية والّذي ينصّ على أنّ إسناد القضية لقاضي التّحقيق يكون بصفة لا رجوع فيها .

02

المؤسّسات

©Flickr / See Wah Cheng

الهيئة الوطنية لمكافحة الفساد

ه و م ف

سمير العنّابي

رئيس الهيئة الوطنية لمكافحة الفساد

أنشئت الهيئة الوطنية لمكافحة الفساد بموجب المرسوم الإطاري المؤرّخ في 14 نوفمبر 2011 والمتعلّق بمكافحة الفساد.

وهي هيئة عمومية مستقلّة تتمتّع بالشّخصية المعنوية والاستقلال الإداري والمالي ولها ميزانية مستقلّة ملحقة بميزانية رئاسة الحكومة ولا تخضع قواعد صرفها ومسك حساباتها إلى مجلّة المحاسبة العمومية، على أنّها تخضع إلى مراقبة دائرة المحاسبات.

وتعتبر الهيئة صنفا قانونيا جديدا في هياكل الدّولة يعرف بالسّلط العمومية المستقلّة الّتي لا تخضع لسلطة إشراف حتّى تتمكّن من تحقيق أهدافها وفقا للمعايير المعتمدة في اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد واستجابة لقواعد التّعامل الّتي وضعتها المؤسّسات الدّولية المانحة.

وتتركّب الهيئة من رئيس وجهاز للوقاية والتّقصّي ومجلس يضمّ أعضاء منتدبين بصفة شخصية من مختلف الجهات المعنية بمكافحة الفساد والمنظّمات المهنية والمجتمع المدني إضافة إلى المصالح الإدارية والمالية.

ويحدّد المجلس التّوجّهات السّياسية العامّة للهيئة في مجالات الوقاية من الفساد والكشف عنه والتّقصّي في الملفّات الّتي تحتوي على شبهة فساد وإحالتها إلى السّلطة القضائية قصد القيام بإجراءات التّتبّع والتّحقيق والمحاكمة.

وتتعهّد الهيئة بالملفّات إمّا عن طريق الشّكايات الموجّهة إليها من جميع الجهات المعنية بالتّصدّي للفساد أو بموجب التّعهّد التّلقائي.

وللقيام بمهامّها منحت الهيئة صلاحيات واسعة كما يتمتّع رئيسها وأعضاء جهاز الوقاية والتّقصّي المكلّفين بمباشرة الملفّات بالحصانة.

حماية النّادمين

ينصّ الفصل ٩٣ من المجلّة الجزائية على أنّه يعفى من العقاب الرّاشي أو الوسيط الّذي يقوم، قبل كلّ تتبّع، بكشف عملية الرّشوة ويثبتها في نفس الوقت.

«المتاجرة بالتّأثير»

المبدأ

يرتكب جريمة «المتاجرة بالتّأثير» كلّ شخص يعرض، مقابل منفعة معيّنة، على شخص آخر التّدخّل لفائدته لدى موظّف عمومي لكي يتّخذ قرارا لصالحه.

ما يقوله القانون

يعاقب الفصل 87 من المجلّة الجزائية كلّ شخص يستغلّ، مقابل عطايا أو وعود أو هدايا أو منافع مهما كانت طبيعتها، تأثيره أو علاقاته الحقيقية أو المزعومة تجاه موظّف عمومي أو شبهه، بغاية الحصول على حقوق أو منافع لفائدة الغير.

تعاقب «المتاجرة بالتّأثير» بثلاث سنوات سجنا وثلاثة آلاف دينار خطية. وتضاعف هذه العقوبات إذا كان هذا الشّخص موظّفا عموميا أو شبهه.

مثال: شخص يعرف جيّدا موظّفا مكلّفا باتّخاذ القرارات في مادّة رخص البناء يعرض على شخص آخر يرغب في بناء منزل أن يتدخّل لفائدته مقابل مبلغ ماليّ.

الاختلاس

المبدأ

يرتكب جريمة الاختلاس الموظّف الّذي يستخلص إراديا معاليم أو أداءات أو إتاوات غير مستوجبة أو تفوق ما هو مستوجب للإدارة.

ما يقوله القانون

يعاقب الفصل 95 من المجلّة الجزائية الموظّف أو شبهه الّذي يأذن باستخلاص أو يفرض أو يتسلّم ما يعرف أنّه غير مستوجب أو يفوق ما هو مستوجب للإدارة الّتي ينتمي إليها.

يعاقب على الاختلاس بخمس عشرة سنة سجنا وبخطية.

مثال: موظّف مكلّف باستخلاص المعاليم على العربات يفرض على شخص يملك عربة مقدارا يفوق المقدار المحدّد بالقانون بالنّسبة إلى قوّة العربة المعنية.

استغلال النّفوذ

المبدأ

يرتكب جريمة استغلال النّفوذ الموظّف الّذي يستغلّ وظيفته للحصول على منافع لا حقّ له فيها.

ما يقوله القانون

يعاقب الفصل 96 من المجلّة الجزائية الموظّفين العموميين أو شبههم وكذلك أعضاء الجماعات العمومية المحلّية والجمعيات ذات المصلحة الوطنية والمؤسّسات العمومية ذات الصّبغة الصّناعية والتّجارية والشّركات الّتي تملك الدّولة جزءا من رأس مالها والشّركات الرّاجعة لجماعة عمومية محلّية، الّذين يستغلّون صفتهم ويتحصّلون لأنفسهم أو للغير على فائدة لا وجه لها أو يلحقون ضررا بالإدارة أو يخالفون ال تّراتيب.

يعاقب استغلال النّفوذ بعشر سنوات سجنا وبخطية تساوي قيمة المنفعة المتحصّل عليها أو الضّرر اللّاحق بالإدارة.

مثال: موظّف يسلّم لفرد من عائلته رخصة بناء والحال أنّ الأرض غير صالحة للبناء لأنّها موجودة بمنطقة محمية.

الغسل

المبدأ

يرتكب جريمة الغسل كلّ شخص يشارك في إخفاء مصدر أملاك يعرف أنّها متأتّية بصفة مباشرة أو غير مباشرة من جناية أو جنحة.

ما يقوله القانون

يعتبر الفصل 62 من قانون 10 ديسمبر 2003 غسلا للأموال كلّ عمل قصديّ يهدف بكلّ الوسائل إلى التّبرير الكاذب للمصدر غير المشروع لأملاك منقولة أو عقارية أو لمداخيل متأتّية بصفة مباشرة أو غير مباشرة من جنحة أو جناية.

يمثّل كذلك غسلا للأموال كلّ عمل قصديّ يهدف إلى استغلال أو إيداع أو إخفاء أو إدارة أو حفظ المحصول النّاتج بصفة مباشرة أو غير مباشرة من جنحة أو جناية أو يساعد على حصول تلك العمليات.

وتطبّق هذه الأحكام حتّى وإن لم يتمّ ارتكاب الجريمة الّتي كانت مصدرا للأموال موضوع الغسل على التّراب التّونسي.

يعاقب الغسل، حسب الحالات، بالسّجن من سنة إلى عشر سنوات وبخطية من خمسة آلاف إلى مائة ألف دينار (الفصلان 63 و64 من قانون 10 ديسمبر 2003).

مثال: لإخفاء أنّ أموالا متأتّية من نشاط غير شرعيّ (صعلكة، رشوة، اتّجار في المخدّرات...)، مرتكبو الجريمة أو شركاؤهم يفتحون محلّا تجاريا ويستعملون تدريجيا الأموال النّاتجة عن الجريمة موهمين بأنّها متأتّية من النّشاط التّجاري.

الاستيلاء على أموال عمومية

المبدأ

يرتكب جريمة الاستيلاء على أموال عمومية الموظّف أو المسؤول العمومي الّذي يختلس أو يحوّل أموالا وضعت تحت يده في إطار وظيفته.

ما يقوله القانون

يعاقب الفصل 99 من المجلّة الجزائية الموظّفين أو شبههم الّذين يستعملون بصفة غير قانونية أو يختلسون أو يحوّلون الأموال أو الأملاك العمومية أو الخاصّة الّتي يمسكونها بحكم وظائفهم.

يعاقب الاستيلاء على أموال عمومية بعشرين سنة سجنا وبخطية تساوي قيمة الشّيء الواقع الاستيلاء عليه.

مثال: مسؤول في الإدارة يأذن بصرف مرتّب أو خلاص مقدار ماليّ لفائدة شخص من أفراد عائلته مثلا، لا يقوم بأيّ عمل ولا يقدّم أيّ خدمة.

«الانتفاع غير الشّرعي»

المبدأ

يرتكب جريمة «الانتفاع غير الشّرعي» الموظّف أو شبهه الّذي، في إطار وظائفه، يضع نفسه في وضعية خلط بين الصّالح العامّ ومصالحه الخاصّة. تهدف هذه الجريمة إلى الوقاية من حالات تضارب المصالح الّتي يمكن للمسؤولين العموميين أن يجدوا أنفسهم فيها وإلى اجتناب الشّبهة الّتي يمكن أن يتعرّضوا لها.

ما يقوله القانون

يعاقب الفصل 97 من المجلّة الجزائية الموظّف أو شبهه الّذي، في إطار وظائفه، يتدخّل في الإدارة أو المراقبة أو الحفظ أو الخلاص في خصوص أمر يكون له فيه منفعة لنفسه أو لأقاربه.

يعاقب «الانتفاع غير الشّرعي» بخمس سنوات سجنا وبخطية.

مثال: موظّف يشارك في إسناد صفقة عمومية لمؤسّسة له فيها هو نفسه أو قرينه مساهمة.

01

الرّشوة وأهمّ الجرائم الاقتصادية والمالية

أرمون ريبرول
قاض شرفي

©Flickr / Nasser Nouri

الرّشوة في حدّ ذاتها

في خصوص المرتشي

المبدأ

يرتكب جريمة الارتشاء الموظّف العمومي الّذي يطلب أو يقبل رشوة للقيام أو للامتناع عن القيام بعمل من وظيفته.

ما يقوله القانون

يعاقب الفصل 83 من المجلّة الجزائية الموظّف العمومي أو شبهه الّذي يقبل، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، لنفسه أو لغيره، عطايا أو وعودا أو هدايا أو منافع مهما كانت طبيعتها، وذلك لإنجاز عمل من وظيفته أو لتيسير عمل له علاقة بصلاحيات وظيفته أو للامتناع عن إنجاز عمل مطالب به بحكم وظيفته.

العقوبات المستوجبة هي عشر سنوات سجنا وخطية قدرها ضعف مقدار الرّشوة دون أن تقلّ عن عشرة آلاف دينار، وكذلك المنع من ممارسة الوظائف العمومية ومن تسيير المرافق العمومية أو تمثيلها.

وإذا كان الموظّف صاحب المبادرة في الارتشاء، ترفع العقوبات المقرّرة إلى الضّعف (الفصل 84 من المجلّة الجزائية).

وإذا جاءت العطايا أو الوعود أو الهدايا أو المنافع المختلفة مقابل أعمال أو امتناعات حاصلة، تكون العقوبة المستوجبة ضدّ الموظّف العمومي أو شبهه خمس سنوات سجنا وخمسة آلاف دينار خطية (الفصل 85 من المجلّة الجزائية).

أمثلة: موظّف مكلّف بالتّعمير يقبل الحصول من شخص خاصّ على مقدار ماليّ مقابل تسليمه رخصة بناء؛ عون أمن يطلب من سائق سيّارة مقدارا ماليا لكي لا يحرّر محضر مخالفة.

في خصوص الرّاشي

المبدأ

يرتكب جريمة الإرشاء كلّ شخص يعرض أو يعطي رشوة لموظّف لكي يقوم أو يمتنع عن القيام بعمل من وظيفته.

ما يقوله القانون

يعاقب الفصل 91 من المجلّة الجزائية كلّ شخص يقوم بإرشاء أو يحاول إرشاء موظّف عموميّ أو شبهه لكي ينجز عملا من وظيفته أو ييسّر عملا له علاقة بصلاحيات وظيفته أو يمتنع عن إنجاز عمل مطالب به بحكم وظيفته.

والأشخاص الّذين يتوسّطون بين الرّاشي والمرتشي هم كذلك معنيون.

والعقوبات المستوجبة هي خمس سنوات سجنا وخطية بخمسة آلاف دينار. تضاعف إذا تعرّض الموظّف العمومي أو شبهه لاعتداء ماديّ أو لتهديد مسلّط عليه شخصيا أو على فرد من عائلته.

أمثلة: شخص يطلب رخصة بناء ويعرض مقدارا ماليا على الموظّف المختصّ لكي يمنحه الرّخصة؛ سائق سيّارة يقبل أن يسلّم مقدارا ماليا لعون أمن لكي لا يحرّر محضر مخالفة.

تقديم

تشكو تونس مثل عديد البلدان في العالم من فساد مستفحل يعيق التّنمية الاقتصادية وينخر الدّيمقراطية ويهدّد العدالة الاجتماعية ودولة القانون.

هذه الانحرافات الّتي بلغت حجما قياسيا في عهد نظام الدّكتاتورية تقضي على ثقة المواطنين في المؤسّسات والمسار الدّيمقراطي : فهي تتجاهل علوية القانون وتفتح الباب على عالم يحكمه الاعتباطية والمجهول، دون قانون أو عدالة.

وتعتبر المفوّضة العليا لحقوق الإنسان بالأمم المتّحدة في هذا الشّأن أنّ الرّشوة تقتل، بما أنّها تحوّل أموالا عن مشاريع إنسانية وتنموية:

« تمثّل الرّشوة عائقا كبيرا أمام تكريس حقوق الإنسان، وخاصّة الحقوق السّياسية والاقتصادية والاجتماعية والثّقافية وكذلك الحقّ في التّنمية. ما بين 2000 و2009، خسرت البلدان الّتي هي في طور النّموّ 8,44 مليارات من الدّولارات في عمليات مالية غير سليمة، أي عشرة مرّات أكثر من مقدار المساعدة العمومية للتّنمية الّذي تحصّلت عليه خلال نفس الفترة.»

وقد أقرّت تونس، وهي دولة طرف في اتّفاقية الأمم المتّحدة لمكافحة الفساد، وسائل ضرورية لكسب التّحدّي في إطار احترام دولة القانون : القطب القضائي المالي، اللّجنة التّونسية للتّحاليل المالية، الهيئة الوطنية لمكافحة الفساد.

هذا التّجنّد ضدّ الفساد الّذي أبرزت الثّورة نتائجه الكارثية، يجب أن يتواصل.

ويجب أن يشغل فيه المجتمع المدني نفسه مكانه كاملا، وذلك ب :

- اتّباع اليقظة لإضفاء مزيد من الشّفافية على مسالك القرار ودعم مساهمة العموم في تلك المسالك وضمان نفاذ العموم الفعلي للمعلومة؛

- القيام بأنشطة لإعلام العموم وحثّه على عدم التّسامح مع الفساد، وكذلك ببرامج تربية موجّهة للعموم، خاصّة في المدارس والجامعات؛

- ممارسة حرّية البحث والتّلقّي والنّشر والتّوزيع في خصوص المعلومات المتعلّقة بالفساد، وذلك مع احترام حقوق وحرّية الغير.

ويعتبر التّفهّم المتبادل لأدوار مختلف المتدخّلين أي مؤسّسات الدّولة ومنظّمات المجتمع المدني، شرطا من شروط التّقدّم في مكافحة الفساد.

أرمون ريبرول
قاض شرفي

«تمثّل الرّشوة عائقا كبيرا أمام تكريس حقوق الإنسان، وخاصّة الحقوق السّياسية والاقتصادية والاجتماعية والثّقافية وكذلك الحقّ في التّنمية. ما بين 2000 و2009، خسرت البلدان الّتي هي في طور النّموّ 8,44 مليارات من الدّولارات في عمليات مالية غير سليمة، أي عشرة مرّات أكثر من مقدار المساعدة العمومية للتّنمية الّذي تحصّلت عليه خلال نفس الفترة.»

المفوّضة العليا لحقوق الإنسان بالأمم المتّحدة

©Flickr / See Wah Cheng

شكر

تمّ إعداد هذا الكتيّب من طرف السيد أرمون ريبرول وهو خبير مكلّف بمساندة مبادرة المنظّمة الدّولية لقانون التّنمية لدعم القدرات في القانون الجزائي الاقتصادي والمالي في تونس. تتوجّه المنظّمة الدّولية لقانون التّنمية بالشّكر لكلّ من ساهم في إنجاز هذا الكتيّب بالاقتراحات والتّعليقات البنّاءة وخاصّة السّيّد إبراهيم البرتاجي لمساهمته الثّمينة.

تمّت صياغة محتوى هذا الكتيّب انطلاقا من أعمال المائدة المستديرة حول دعم قدرة المجتمع المدني على المشاركة في مكافحة الجرائم الاقتصادية والمالية، الّتي نظّمتها المنظّمة الدّولية لقانون التّنمية يومي 18 و19 جوان 2014 في تونس.

إنّ برنامج دعم القدرات في القانون الجزائي الاقتصادي والمالي في تونس مموّل من صناديق التعاون الايطالي للتّنمية.

صورة الغلاف:© فليكر سيوا شانغ

حقوق التّأليف والنّشر © 2014 المنظّمة الدّولية لقانون التّنمية (م د ق ت).
جميع الحقوق محفوظة.

الآراء الواردة في هذه الوثيقة هي آراء المؤلّفين ولا تعكس بالضّرورة وجهات نظر أو سياسة المنظّمة الدّولية لقانون التّنمية أو الأطراف الأعضاء.

جميع الحقوق محفوظة. هذه النّشرية محمية بحقوق التأليف، لكن يمكن إعادة نشرها مجّانا بأيّ طريقة لأغراض تعليمية، شريطة الإشارة إلى المصدر. في حال الرّغبة في استخدامها أو نقلها لأيّة أغراض أخرى أو لإعادة إصدارها يجب الحصول أوّلا على تصريح مكتوب من صاحب الحقوق الّذي يحقّ له تحديد رسوم مقابل ذلك. يجب توجيه طلبات الاستعمال لأغراض تجارية للمنظّمة الدّولية لقانون التّنمية.

تمهيد

لقد مثّلت مطالب التّنمية العادلة ومحاربة الفساد المالي بشتّى أشكاله أهمّ ركيزة للثّورة التّونسية، لما لهذه الظّاهرة من تأثير على العدالة الاجتماعية التي لا يمكن أن تتحقّق إلاّ في إطار دولة القانون. وانطلاقا من هذه الحتمية فقد تركّزت مجهودات الدّولة التّونسية طوال المرحلة الانتقالية على إرساء العديد من الآليات بهدف وضع استراتيجية كاملة لمكافحة الفساد مناطها تعزيز وسائل الوقاية والملاحقة القانونية ورفع مستوى الوعي والتّثقيف والتّكوين في هذا المجال إلى جانب تنسيق جهود كافّة الجهات الوطنية والمنظّمات الدّولية المكلّفة بمكافحة الفساد والوقاية منه.

إنّ مقاومة الفساد تبدأ أوّلا عبر مقاومة الجريمة الاقتصادية من خلال وسائل وآليات للمراقبة وقوانين للمحاسبة، وبالتّالي يجب العمل على التّدقيق المالي والإداري وتكوين إطارات قادرة على التّحكّم في ظاهرة الفساد وسرعة التّعاطي معها وإيجاد الحلول المناسبة من أجل إيقافها.

وتجسيما لهذا الخيار الوطني حرصت وزارة العدل وحقوق الإنسان والعدالة الانتقالية على دعم القدرات في مجال مكافحة الفساد وإحكام استعمال أساليب البحث والتّحقيق في الجرائم الاقتصادية والمالية من خلال إحداث القطب القضائي المالي الذي عهدت له مهمّة التّحقيق في هذا النّوع من الجرائم المستحدثة التي تنامت عبر العالم وزاد من تشعّبها تطوّر أدوات الاتّصال الحديثة مما يجعلها جرائم عابرة للقارّات وهو ما يفرض توحيد جهود كافّة الأطراف المعنية من مكوّنات المجتمع المدني ومنظّمات وطنية ودولية للتصدّي بفاعلية لمثل هذه الاعتداءات الجسيمة على المال العامّ التي تمسّ بصفة مباشرة بحقوق المواطنين في الدّولة.

ويعتبر بذلك اهتمام المنظّمة الدّولية لقانون التّنمية بهذا الموضوع وتعاونها في هذا الشّأن مع وزارة العدل وحقوق الإنسان والعدالة الانتقالية تجاوبا مع هاجس يمثّل تحدّيا من أكبر تحدّيات تونس الحديثة.

السّيّد حافظ بن صالح

وزير العدل وحقوق الإنسان والعدالة الانتقالية

معاً
ضدّ الرّشوة

وبقية الجرائم الاقتصادية
والمالية في تونس

Coopération Italienne
au Développement
Ministère des Affaires Étrangères
et de la Coopération Internationale

IDLO